

***UES Groupe HRC Environnement***



# Livret d'Épargne Salariale et Retraite

## Guide épargnant

# AVANT-PROPOS

---

L'UES Groupe HRC Environnement vous fait bénéficier d'un dispositif d'épargne salariale. Ce dispositif vous permet de vous constituer une épargne dans des conditions fiscales et sociales attractives et avec l'aide de votre entreprise !

# JE DÉCOUVRE L'ÉPARGNE SALARIALE ET RETRAITE

L'épargne salariale et retraite vous permet de vous constituer une épargne avec l'aide de votre entreprise à moyen ou long terme.

C'est un véritable coup de pouce pour financer vos projets de vie ou vous constituer un complément de revenu disponible à la retraite.

## Comment ça marche ?

**Grâce à mon entreprise, je dispose d'un cadre fiscal et social privilégié<sup>(1)(2)</sup> !**

**Je bénéficie d'une prime de participation /d'intéressement.**

**Lors du versement de ma participation et/ou de mon intéressement,  
3 possibilités s'offrent à moi :**



**JE PLACE**

**Je choisis mes  
placements**

**Je ne paie pas d'impôts sur le  
revenu et de charges sociales  
sur le montant investi<sup>(3)</sup>**



**JE PLACE ET JE  
PERÇOIS**

**J'épargne une partie  
et perçois le reste  
immédiatement**

**Je bénéficie de l'exonération,  
fiscale et sociale sur le  
montant investi<sup>(4)</sup>**



**JE PERÇOIS**

**Je récupère  
la totalité du montant  
immédiatement**

**Je paie l'impôt sur le revenu  
sur le montant perçu<sup>(4)</sup>**

(1) Pas d'imposition sur le revenu et exonération de charges sociales pour les sommes investies sur un plan d'épargne salariale (hors CSG et CRDS et hors forfait social).

(2) Les frais de tenue de compte sont pris en charge par l'entreprise.

(3) Hors versements volontaires.

(4) Montant net imposable = montant net perçu majoré de la CSG non déductible (ou imposable) et de la CRDS.

Dès le début de la campagne de participation et/ou d'intéressement<sup>(1)</sup>, votre entreprise vous invitera à répondre à votre prime.

Sans réponse de votre part dans le délai prévu<sup>(2)</sup>, votre entreprise prévoit des modalités de placement par défaut.

(1) Les campagnes de participation et/ou d'intéressement ne sont pas systématiques et dépendent du dispositif mis en place par votre entreprise.

(2) Le délai pour communiquer vos choix est défini par votre entreprise. Le minimum légal est de 15 jours.

## Définitions

### PARTICIPATION

(articles L.3321-1 et suivants du Code du travail)

La participation permet d'associer tous les salariés aux résultats de l'entreprise, par la redistribution d'une partie des bénéfices qu'ils ont contribué à générer. Ce dispositif est obligatoire dans les entreprises d'au moins 50 salariés.

### INTÉRESSEMENT

(articles L.3311-1 et suivants du Code du travail)

L'intéressement est un dispositif facultatif pour l'employeur permettant d'associer tous les salariés à la performance de son entreprise par une rémunération complémentaire et aléatoire.



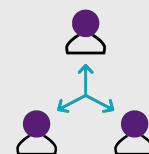
## MON PEE

### Plan d'Épargne d'Entreprise

Pour les projets à court ou moyen terme, avec une durée de placement de 5 ans

## MON PER COLLECTIF

### Plan d'Épargne Retraite Collectif



Pour me constituer un complément de revenu disponible à la retraite

# Définitions

## LE PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE (PEE)

(articles L.3332-1 et suivants du Code du travail)

Le PEE vous offre la possibilité de vous constituer une épargne à moyen terme, dans des conditions avantageuses et avec l'aide de votre entreprise.

Épargne de précaution ou épargne projet, c'est vous qui décidez !

## LE PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE COLLECTIF (PER COLLECTIF)

(articles L.224-13 et suivants du Code monétaire et financier)

Le PER Collectif est un dispositif d'épargne vous offrant la possibilité d'épargner pour votre retraite dans des conditions avantageuses et avec l'aide de votre entreprise.

Pensez à la retraite dès maintenant !

## **Vous pouvez alimenter votre dispositif de différentes manières :**

Je peux investir  
ma prime  
de participation

Je peux investir  
ma prime  
d'intéressement

Je peux réaliser des  
**versements volontaires**  
et **épargner** pour  
mes futurs projets<sup>(1)(2)</sup>

Je peux transférer mes **jours  
de repos non pris et/ou  
jours issus de mon CET<sup>(3)</sup>**

Je peux **transférer  
d'autres produits retraite**  
(individuel, collectif ou  
obligatoire) dans un PER<sup>(4)</sup>

### **Important :**

Dans le cadre des versements volontaires effectués sur votre PER Collectif et/ou PER Obligatoire, vous avez la possibilité de les déduire de votre revenu imposable, dans la limite des plafonds<sup>(4)</sup> existants.

(1) Les versements ne peuvent excéder 25 % de la rémunération annuelle brute par salarié, non applicable pour les versements sur les PER Collectif et/ou PER Obligatoire.

(2) Pour les PER Collectif et Obligatoire uniquement, les versements volontaires sont par principe déductibles. Toutefois, à chaque versement, l'épargnant peut renoncer de manière irrévocable à la déductibilité fiscale du versement considéré.

(3) Les jours transférés bénéficient, dans la limite de 10 jours par an et par bénéficiaire, d'une exonération d'impôt sur le revenu et des cotisations salariales de Sécurité sociale.

(4) Déductibles de l'Impôt sur le Revenu (IR) dans la limite d'un plafond de 10 % des revenus professionnels imposables limités à 8 PASS ou de 10 % du PASS.

# Je choisis mes placements

Les sommes versées sur votre dispositif sont investies dans des supports de placement. Vous pouvez choisir parmi les supports de placement suivants pour placer votre épargne :

| Supports de placement                   | Classe d'actifs                      | Indicateur de risque | Type de gestion |
|-----------------------------------------|--------------------------------------|----------------------|-----------------|
| <b>CAP ISR MONETAIRE (PART R)</b>       | Monétaire                            | 1/7                  | Libre           |
| <b>CAP ISR MIXTE SOLIDAIRE (PART R)</b> | Mixte                                | 3/7                  | Libre           |
| <b>CAP ISR RENDEMENT (PART R)</b>       | Mixte                                | 3/7                  | Libre           |
| <b>CAP ISR CROISSANCE (PART R)</b>      | Actions                              | 4/7                  | Libre           |
| <b>AVENIR RETRAITE R</b>                | Selon le compartiment du FCPE choisi |                      | Pilotée         |

 Fonds disponibles dans le Plan d'Épargne d'Entreprise

 Fonds disponibles dans le Plan d'Épargne Retraite

Pensez à la gestion pilotée, spécialement conçue pour la retraite.

Elle vous permet de déléguer la gestion de votre épargne à des experts : les gérants sélectionnent et optimisent vos placements en fonction de votre horizon retraite.

Vous pouvez aussi opter pour la gestion libre en déterminant vous même vos choix de placement parmi les supports de placement proposés.

# Comment choisir ?

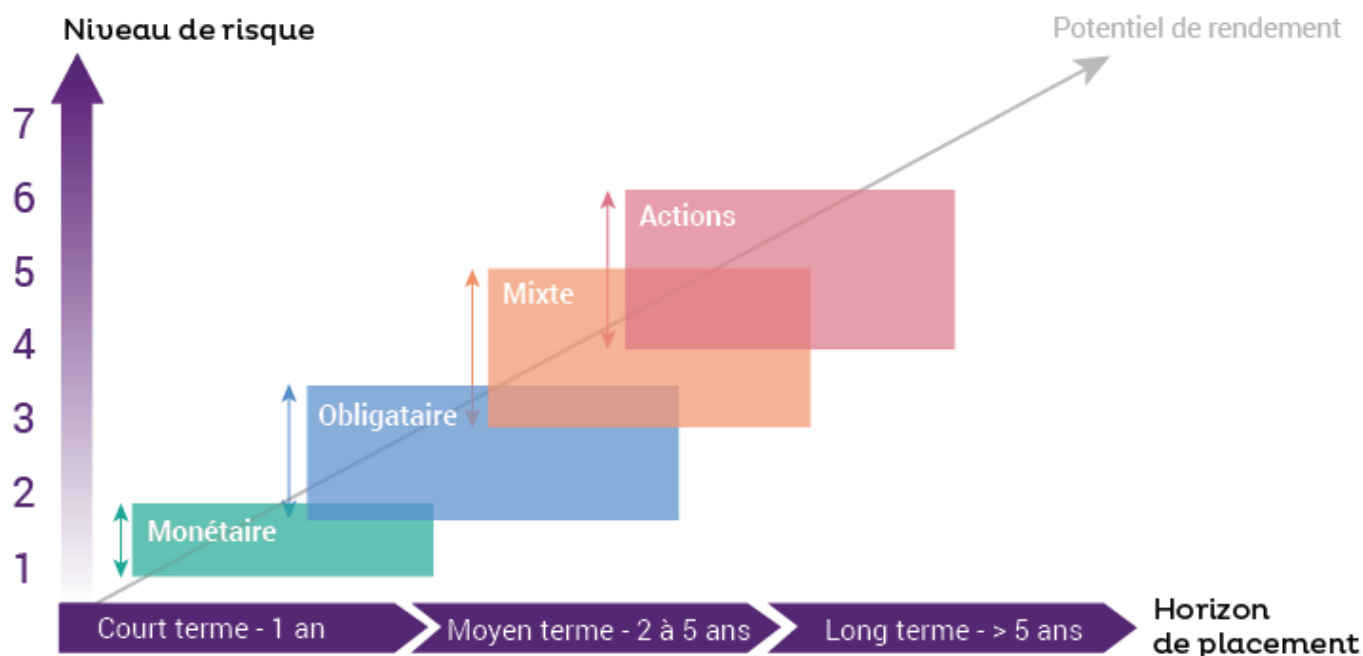
Choisissez vos placements en fonction de vos objectifs. Pour quelle(s) raison(s) souhaitez-vous épargner ? Pour un projet à moyen terme ? Pour la préparation de votre retraite ?

Vos choix de placement doivent s'adapter à l'échéance de vos projets, de votre espérance de rentabilité et de votre sensibilité au risque.

À chaque fonds correspond :

- un horizon de placement recommandé : 3 mois, 1 an, 3 ans, 5 ans...
- une classe d'actifs (monétaire, obligataire, mixte, actions, titres de l'entreprise)
- un niveau de risque sur une échelle de 1 à 7 (du moins risqué au plus risqué)

De manière générale, plus le niveau de risque est élevé, plus le potentiel de performance est important, et inversement.



**Les supports d'investissement choisis peuvent présenter un risque de perte en capital.**

Vous pouvez modifier vos choix de placement à tout moment en réalisant des arbitrages de la totalité ou d'une partie de votre épargne, d'un fonds vers un autre dans le cadre de votre dispositif. Les modifications de placement n'ont aucune incidence sur la durée de blocage des avoirs.

# MA RETRAITE, J'Y PENSE DÈS MAINTENANT !

Nous vous proposons un service d'accompagnement personnalisé pour préparer votre retraite :

- Simulez votre revenu à la retraite grâce à la lecture automatique de votre Relevé de Situation Individuelle,
- Déterminez votre besoin de revenu complémentaire,
- Élaborez votre plan d'action personnalisé pour réaliser votre objectif.

## Besoin d'aide ?

Rendez-vous sur notre simulateur en ligne, accessible depuis

<https://epargnants.interepargne.natixis.fr>

## Fiscalité applicable au PER

|                                                            |                   | Versements déductibles                                                    | Versements non déductibles                    | Versements d'épargne salariale <sup>(1)</sup> |
|------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| <b>A l'entrée</b>                                          |                   | Déductibles de l'assiette de l'imposition <sup>(2)</sup>                  | Non déductibles de l'assiette de l'imposition | Exonération d'IR<br>CSG/CRDS : 9,7 %          |
| <b>A l'échéance</b>                                        |                   |                                                                           |                                               |                                               |
| <b>Sortie en capital</b>                                   | <b>Versements</b> | Barème de l'IR                                                            | Exonération d'IR                              | Exonération d'IR                              |
|                                                            | <b>Plus-value</b> | PFU <sup>(3)</sup> : 12,8 % (ou option barème) + 17,2 % PS <sup>(4)</sup> |                                               | PS : 17,2 %                                   |
| <b>Sortie en rente</b>                                     |                   | Rente Viagère à Titre Gratuit <sup>(5)</sup>                              | Rente Viagère à Titre Onéreux <sup>(6)</sup>  | Rente Viagère à Titre Onéreux <sup>(6)</sup>  |
| <b>Débloquages anticipés</b>                               |                   |                                                                           |                                               |                                               |
| <b>Résidence principale</b>                                | <b>Versements</b> | Barème de l'IR                                                            | Exonération d'IR                              | Exonération d'IR                              |
|                                                            | <b>Plus-value</b> | PFU <sup>(3)</sup> : 12,8 % (ou option barème) + 17,2 % PS <sup>(4)</sup> |                                               | PS : 17,2 %                                   |
| <b>5 cas de déblocage liés aux « accidents de la vie »</b> | <b>Versements</b> | Exonération d'IR                                                          | Exonération d'IR                              | Exonération d'IR                              |
|                                                            | <b>Plus-value</b> | PS : 17,2 %                                                               | PS : 17,2 %                                   | PS : 17,2 %                                   |

(1) Les versements d'épargne salariale concernent l'intéressement, la participation, l'abondement, les droits CET/jours de repos non pris.

(2) Déductibles de l'Impôt sur le Revenu (IR) dans la limite d'un plafond de 10 % des revenus professionnels imposables limités à 8 PASS ou de 10 % du PASS.

(3) Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU)

(4) Prélèvements Sociaux (PS)

(5) Rente Viagère à Titre Gratuit (RVTG) : imposition au barème de l'Impôt sur le Revenu après abattement de 10 % dans la limite de 3 850 €.

(6) Rente Viagère à Titre Onéreux (RVTO) : imposition au barème de l'Impôt sur le Revenu après abattement variable en fonction de l'âge.

# Calcul de mon enveloppe de déductibilité retraite

(Montant maximum déductible des revenus imposables de l'année N)

## Enveloppe de déductibilité de l'année N

=

### Plafond épargne retraite N

(montant maximum déductible des revenus imposables de l'année N)

#### Enveloppe globale individuelle N

10 % des revenus imposables<sup>(1)</sup> N-1 (dans la limite de 8 PASS N-1)

OU

10 % du PASS N-1 (plancher de déductibilité)

-

### Épargne retraite d'entreprise versée en N-1

(en fonction du dispositif mis en place par votre entreprise)

**Abondement** perçu dans le PERCO ou le PER Collectif<sup>(2)</sup>

+

**Jours de repos non pris ou de CET** transférés dans le PERCO ou le PER<sup>(3)</sup> ou dans un Article 83 dans la limite du nombre de jours exonérés d'impôt sur le revenu (10 jours ou dans la limite prévue dans l'accord CET, sans pouvoir dépasser 10 jours)

+

**Cotisations versées** sur un PERE (Article 83<sup>(4)</sup> du CGI) ou PER ou un contrat Préfon

+

### Plafonds de déductibilité non utilisés

**Cumul des plafonds non utilisés** les 3 années précédentes

(N-3, N-2 et N-1)

Un couple marié ou pacsé soumis à une imposition commune peut demander la mutualisation de ses plafonds de déduction

## Besoin d'aide ?

Pour décider de la déductibilité ou non de votre versement volontaire dans le PER, obtenez une aide à la décision au moment d'effectuer un versement volontaire grâce au simulateur disponible sur votre Espace personnel, rubrique « Vos opérations » puis « Versements ».

(1) Net des frais professionnels le cas échéant.

(2) Abondement versé par l'employeur au titre du PERCO/PER Collectif en N-1, dont les jours de Compte Épargne Temps (CET) issus d'un abondement en temps ou en euros (dans la limite du montant exonéré d'IR).

(3) Sommes correspondant à des jours de CET (non issus d'un abondement en temps ou en euros) transférés dans le PERCO/PER Collectif en N-1.

(4) Cotisations aux régimes de retraite supplémentaire rendus obligatoires dans l'entreprise pour les salariés (Article 83, à compter du 01/10/2019, au PER Collectif et PER Obligatoire). Il s'agit de la part patronale, pour son montant non imposable, et de la part salariale, pour son montant déductible du salaire.

Ce document est simplifié, il ne peut se substituer aux textes législatifs et réglementaires (Article 163 quater viciés du Code général des impôts) ainsi qu'aux instructions applicables en la matière.

Pour plus d'informations, consultez [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr)

# Focus sur la gestion pilotée

## La gestion pilotée par horizon

La gestion pilotée par Horizon propose plusieurs compartiments en fonction de la date prévisionnelle de départ à la retraite ou âge légal de départ à la retraite.

Ce mode de gestion dit "gestion par horizon" est spécialement conçu pour la préparation de la retraite. Vous investissez tout au long de votre période d'épargne dans un seul placement. La composition du placement évolue en fonction de votre horizon retraite ou projet : les investissements en actions sont en effet progressivement réduits au profit de placements jugés moins risqués comme les obligations et le monétaire (en contrepartie d'un potentiel de rendement plus faible).

# ET SI JE SOUHAITE RÉCUPÉRER MON ÉPARGNE?

L'épargne salariale est disponible au bout de 5 ans ou à la retraite. Toutefois, la loi a prévu plusieurs cas de déblocage anticipé pour vous aider à financer les grands moments de votre vie.

## **PEE** (bloqué 5 ans maximum) pour vos projets

- **Mariage** ou **PACS** de l'épargnant ;
- **Naissance** ou **adoption d'un 3e enfant** (et des suivants) ;
- **Divorce** ou **dissolution d'un PACS** avec garde d'au moins un enfant ;
- **Invalidité** de l'épargnant, de son conjoint ou Pacsé ou d'un enfant ;
- **Décès** de l'épargnant, de son conjoint ou Pacsé ;
- **Cessation** du contrat de travail ou du mandat social ;
- **Création** ou **reprise d'entreprise** ;
- **Acquisition** ou **agrandissement** de la résidence principale ou remise en état à la suite d'une catastrophe naturelle de la résidence principale ;
- **Surendettement** de l'épargnant ;
- **Violences conjugales**.

## **PER Collectif** (bloqué jusqu'à la retraite)

- **Acquisition**<sup>(1)</sup> ou **construction**<sup>(1)</sup> de la résidence principale ;
- **Décès**<sup>(2)</sup> de l'épargnant, de son conjoint ou Pacsé ;
- **Invalidité** de l'épargnant, de son conjoint ou Pacsé ou d'un enfant ;
- **Surendettement** de l'épargnant ;
- **Expiration des droits à l'assurance chômage** de l'épargnant ;
- **Cessation du mandat social** pendant au moins 2 ans<sup>(3)</sup> ;
- **Cessation d'activité non salariée** suite à une liquidation judiciaire.

Vous pourrez saisir votre demande de remboursement depuis votre Espace personnel, rubrique " Vos opérations ". Pour chaque situation, nous vous expliquons la démarche à suivre.

Si vous quittez votre entreprise, vous pouvez conserver votre épargne chez NATIXIS INTERÉPARGNE et continuer à bénéficier des avantages fiscaux de l'épargne salariale et retraite sans aucune démarche. Vous pourrez retirer vos avoirs ultérieurement.

(1) Non applicable dans le cadre des versements obligatoires dans un PER.

(2) Le décès de l'épargnant entraîne la clôture du PER.

(3) Sans contrat social, ni mandat social depuis au moins 2 ans et si le titulaire n'a pas liquidé sa pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse.

# JE PARS À LA RETRAITE

---

Au moment de votre départ à la retraite ou âge légal de départ à la retraite, vous avez plusieurs options pour récupérer votre épargne :

## . Sous forme de capital :

Vous pouvez demander le remboursement de votre épargne en une ou plusieurs fois. Les sommes perçues sont partiellement imposables<sup>(1)</sup>.

## . Sous forme de rente viagère<sup>(2)</sup> :

Vous avez la possibilité de demander le versement mensuel ou trimestriel de votre épargne. Les sommes perçues sont partiellement défiscalisées.

## . Mixer les 2 :

Vous pouvez demander à percevoir une partie de votre épargne sous forme de capital et le reste sous forme de rente viagère.

(1) A la retraite les versements volontaires déductibles sont soumis au barème de l'impôt sur le revenu pour une sortie en capital.

(2) Les versements obligatoires sortent obligatoirement sous forme de rente viagère.

# NOUS VOUS ACCOMPAGNONS AU QUOTIDIEN !

---

Connectez-vous à votre espace personnel sur <https://epargnants.interepargne.natixis.fr>

## Première connexion ?

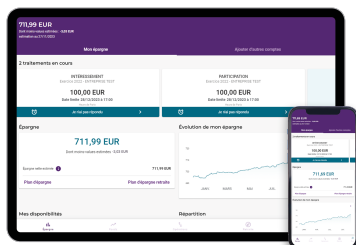
Renseignez votre code serveur<sup>(1)</sup> ou votre adresse e-mail<sup>(2)</sup>, puis renseignez votre mot de passe provisoire. Laissez-vous ensuite guider pour compléter votre profil (personnalisez votre mot de passe, ajoutez votre numéro de mobile...).

(1) Adressé par courrier si votre employeur n'a pas communiqué d'adresse e-mail à Natixis Interépargne.

(2) Votre adresse e-mail est celle éventuellement transmise par votre employeur à Natixis Interépargne. Vous pouvez la changer lorsque vous complétez votre profil. A défaut, si votre employeur n'a pas communiqué d'adresse e-mail, renseignez votre code serveur.

## Nous sommes à vos côtés pour la gestion de votre épargne

L'appli mobile « Mon épargne Salariale » disponible en 7 langues



**Consultez et gérez votre épargne salariale et retraite à portée de main !**

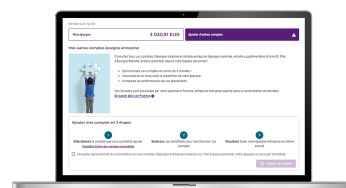
disponible sur l'App Store et Google Play

---

## Consolidez votre épargne entreprise

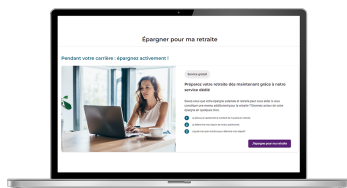
### Vous possédez plusieurs comptes d'épargne entreprise ?

Accessible en quelques clics depuis le tableau de bord de votre Espace personnel, vous pouvez visualiser l'ensemble de votre épargne entreprise en temps réel, comparer les différents placements, gérer vos comptes ...



---

## Diagnostic retraite

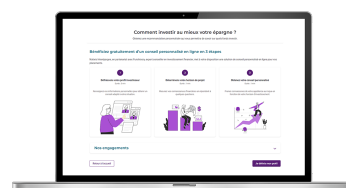


Préparez votre retraite grâce à notre simulateur et définissez votre plan d'action personnalisé pour atteindre l'objectif d'épargne fixé.

---

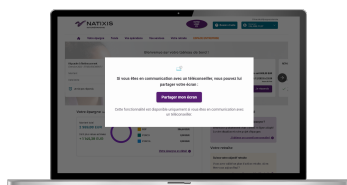
## Conseil personnalisé

Nous vous accompagnons dans vos choix de placement afin qu'ils soient le plus en ligne possible avec votre profil investisseur et vos horizons de projets.



---

## Partage d'écran



Nos téléconseillers vous accompagnent dans la navigation de votre Espace personnel grâce au partage d'écran !

Retrouvez l'épargne salariale et retraite en vidéo sur <https://epargnants.interepargne.natixis.fr> !

### Vos contacts :

#### NATIXIS INTERÉPARGNE

0231077800

(coût d'un appel téléphonique non surtaxé)

**Téléconseillers:** du lundi au vendredi,  
de 8h30 à 18h00

**Twitter:** @NatixisIE

# LE LEXIQUE DE L'ÉPARGNE SALARIALE ET RETRAITE

## Pour mieux comprendre l'épargne salariale et retraite...

Il existe différents dispositifs collectifs d'épargne salariale pouvant être mis en place dans l'entreprise : la **participation**, l'**intéressement**, le **Plan d'Epargne d'Entreprise (PEE)** ou **Interentreprise (PEI)** et le **Plan d'Epargne pour la Retraite Collectif (PERCO)** ou le **Plan d'Epargne Retraite (PER)**.

**ABONDEMENT** Montant versé par l'entreprise en complément de vos versements dans le plan d'épargne salariale (PEE, PEI, PERCO, PERCO-I), tels que les versements volontaires, tout ou partie des primes d'intéressement et/ ou de participation. L'abondement est exonéré d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales, à l'exclusion de la CSG et de la CRDS.

**ACTION** Titre de propriété représentatif d'une partie du capital de l'entreprise qui les émet. La valeur d'une action évolue suivant les résultats de l'entreprise, ses perspectives de croissance, son environnement économique et financier. Les actions peuvent être cotées en bourse, mais pas obligatoirement.

**ARBITRAGE** Possibilité offerte d'effectuer des transferts d'épargne entre différents fonds. L'arbitrage n'a aucune incidence sur la durée de blocage des avoirs.

**AVOIRS** Total des montants détenus par le bénéficiaire dans les Fonds Communs de Placement d'Entreprise (FCPE).

**CRDS - CONTRIBUTION AU REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE** Prélèvement social s'appliquant aux revenus d'activité et de remplacement (salaires et assimilés) ainsi qu'aux revenus du capital (revenus du patrimoine et produits de placement). Son taux est de 0.5 % depuis le 1 février 1996.

**CSG - CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISÉE** Prélèvement social dont la

base de calcul est identique à celle de la CRDS. Depuis le 1 janvier 2019, son taux est de 9.2 % sur les revenus d'activité et sur les revenus du capital.

**FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE (FCPE)** Un Fonds Commun de Placement d'Entreprise est un portefeuille constitué de valeurs mobilières (actions, obligations, produits monétaires). L'épargnant devient copropriétaire de ce portefeuille, dont il détient un nombre de parts proportionnel aux sommes qu'il a investies.

**INDICATEUR DE RISQUE** Le calcul de l'Indicateur Synthétique de Risque, tel que défini par le règlement PRIIPs, s'appuie à la fois sur la mesure du risque de marché et du risque de crédit. Il part de l'hypothèse que vous conserverez le produit pendant la période de détention recommandée. Il est calculé périodiquement et peut évoluer dans le temps. L'indicateur de risque est présenté sur une échelle numérique de 1 (le moins risqué) à 7 (le plus risqué). Le niveau de l'indicateur de risque indiqué dans ce document est celui en vigueur à la date de rédaction de ce document.

**INTÉRESSEMENT** L'intéressement est une rémunération collective permettant d'associer financièrement les salariés aux résultats et/ ou aux performances de l'entreprise sur la base de critères et/ou d'objectifs librement choisis. Sa

mise en place est facultative. Lors de l'attribution de la prime, les bénéficiaires ont la liberté de la percevoir immédiatement ou de la placer dans un plan d'épargne salariale (PEE, PEI ou PERCO, PERCOI, PER Collectif). Lorsqu'un bénéficiaire ne demande pas le versement immédiat des sommes qui lui sont attribuées au titre de l'intéressement ou ne se prononce pas sur leur affectation, ces sommes sont affectées au plan d'épargne entreprise (ou PEI) existant, dans les conditions prévues par l'accord d'intéressement.

**ISR - INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE** Pour les Fonds présentés sous l'appellation " investissement socialement responsable ", les décisions d'investissement sont fondées sur des critères sociaux, éthiques ou environnementaux, en plus des critères financiers traditionnels. Ces critères peuvent être, par exemple, de ne pas investir dans certains domaines (par exemple armement, jeux) ou de choisir d'investir dans des entreprises qui répondent à des normes, en particulier en matière sociale ou environnementale. Certains produits font l'objet d'une réglementation précise, comme les livrets de développement durable ou les Fonds solidaires proposés notamment en épargne salariale.

**INVESTISSEMENT SOLIDAIRE** L'investissement solidaire est une forme d'épargne solidaire dans laquelle tout ou partie de l'argent placé par l'épargnant est investi dans des projets à forte utilité sociale et/ ou environnementale.

**MONÉTAIRE** Marché dans lequel les institutions financières et les entreprises placent leurs avoirs à court terme (mois de 2 ans) pour se procurer des financements.

**OBLIGATION** Titre de créance émis par une entreprise, remboursable à une date et pour un montant fixés à l'avance et qui rapporte un intérêt. Il existe d'autres titres de créance qui comportent des caractéristiques particulières.

**PARTICIPATION** La participation est un dispositif qui permet de distribuer aux salariés une partie des bénéfices de l'entreprise qu'ils ont contribué à générer. Le montant de la participation (dite Réserve Spéciale de Participation) est subordonné aux résultats de l'entreprise. Sa mise en place est obligatoire dans les entreprises employant plus de 50

salariés et facultative dans les autres. Lors de l'attribution de la quote-part de participation, les bénéficiaires ont la liberté de percevoir immédiatement tout ou partie de ces sommes ou de les placer dans un plan d'épargne salariale (PEE, PEI, PERCO ou PER Collectif). Dans les entreprises proposant un PERCO, lorsqu'un bénéficiaire ne demande pas le versement immédiat des sommes qui lui sont attribuées au titre de la participation ou ne se prononce pas sur leur affectation, ces sommes sont affectées au PERCO, à hauteur de 50% au moins du résultat issu de la formule légale. Le solde est investi conformément aux modalités prévues par l'accord de participation.

**PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE** Le Plan d'Épargne d'Entreprise (PEE) est une formule d'épargne volontaire ouverte à tous les salariés ainsi qu'aux dirigeants des entreprises comprenant habituellement au moins un salarié en plus du dirigeant lui-même et au plus 250 salariés (décomptés selon les modalités prévues aux articles L. 1111-2 et L. 1111-3 CT). Il permet à chaque bénéficiaire de se constituer, avec l'aide de son entreprise, une épargne investie dans des supports financiers (Fonds Communs de Placement d'Entreprise), devenant disponible au bout de 5 ans, ou plus tôt dans certains cas de déblocage anticipé. Sa mise en place est facultative. Le Plan d'Épargne Interentreprises (PEI) est une forme de PEE mis en place au niveau d'une branche ou entre plusieurs entreprises prises individuellement, pour faciliter ainsi l'accès des petites et moyennes entreprises à l'épargne salariale. Ses caractéristiques sont les mêmes que le PEE.

**PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE COLLECTIF** Le Plan d'Épargne Retraite Collectif (PER Collectif) est une formule d'épargne volontaire et potentiellement obligatoire (lorsqu'il est ouvert sous la forme d'un PER Unique) ouverte à tous les salariés ainsi qu'aux dirigeants des entreprises comprenant habituellement au moins un salarié en plus du dirigeant lui-même et au plus 250 salariés (décomptés selon les modalités prévues aux articles L. 1111-2 et L. 1111-3 du Code du travail). Il permet à chaque bénéficiaire de se constituer, avec l'aide de son entreprise, une épargne retraite investie dans des supports financiers (notamment des FCPE), qui devient disponible soit à la date de liquidation

de la pension de retraite soit à l'âge légal de la retraite à la date de départ en retraite (ou plus tôt dans certains cas de déblocage anticipé), sous forme d'un capital ou d'une rente viagère.

**PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE COLLECTIF INTERENTREPRISES** Le Plan d'Épargne Retraite Collectif Interentreprises (PER COL- I) est une forme de PER Collectif mis en place au niveau d'une branche ou entre plusieurs entreprises prises individuellement, pour faciliter ainsi l'accès des petites et moyennes entreprises à l'épargne salariale. Ses caractéristiques sont les mêmes que le PER Collectif.

**PLAN D'ÉPARGNE POUR LA RETRAITE COLLECTIF** Le Plan d'Épargne pour la Retraite Collectif (PERCO) est une formule d'épargne volontaire ouverte à tous les salariés ainsi qu'aux dirigeants des entreprises comprenant habituellement au moins un salarié en plus du dirigeant lui-même et au plus 250 salariés (décomptés selon les modalités prévues aux articles L. 1111-2 et L. 1111-3 CT). Il permet à chaque bénéficiaire de se constituer, avec l'aide de son entreprise, une épargne retraite investie dans des supports financiers (FCPE), qui devient disponible à la date de départ en retraite (ou plus tôt dans certains cas de déblocage anticipé), sous forme d'un capital ou d'une rente viagère. Le Plan d'Épargne pour la Retraite Collectif Interentreprises (PERCO- I) est une forme de PERCO mis en place au niveau d'une branche ou entre plusieurs entreprises prises individuellement, pour faciliter ainsi l'accès des petites et moyennes entreprises à l'épargne salariale. Ses caractéristiques sont les mêmes que le PERCO.

**PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE OBLIGATOIRE** Le Plan d'Épargne Retraite Obligatoire (PER Obligatoire) est une formule d'épargne obligatoire ouverte à une catégorie de salarié ou à tous les salariés ainsi qu'aux dirigeants des entreprises comprenant habituellement au moins un salarié en plus du dirigeant lui-même et moins de 250 salariés (décomptés selon les modalités prévues aux articles L. 1111-2 et L. 1111-3 du Code du travail). Il permet à chaque bénéficiaire de se constituer, avec l'aide de son entreprise, une épargne retraite investie dans des supports financiers (notamment des FCPE), qui devient

disponible soit à la date de liquidation de la pension de retraite soit à l'âge légal de la retraite à la date de départ en retraite (ou plus tôt dans certains cas de déblocage anticipé), sous forme d'un capital ou d'une rente viagère (obligatoirement pour les versements obligatoires).

**PLUS- VALUE/ MOINS- VALUE** Gain/ perte financier(ère) résultant de la vente d'une valeur mobilière. La différence entre le prix de vente et le prix d'achat de cette valeur constitue une plus ou une moins-value.

**PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX** Depuis le 1 janvier 2019, les prélèvements sociaux applicables sur les produits de placement (épargne salariale exonérée d'impôt sur le revenu) sont la CSG, la CRDS et le nouveau prélèvement de solidarité au taux de 7.5 %. Le taux global des prélèvements sociaux sur les produits de placement est fixé à 17.2 %.

**SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE (SICAV)** Une SICAV est un organisme de placement collectif, c'est-à-dire un « fonds d'investissement » qui réunit l'épargne d'un grand nombre d'épargnants pour l'investir dans des valeurs mobilières (actions, obligations...). Cette épargne est investie de façon diversifiée par des professionnels (sociétés de gestion) selon une stratégie annoncée (investissements en actions françaises, internationales, en obligations en euros, en devises étrangères etc.).

**SUPPORT EN EUROS** Support financier offrant une garantie du capital en euros, brute de frais, associée à un rendement régulier.

**VALEUR LIQUIDATIVE** Prix de souscription ou de rachat d'une part de FCPE calculé en fonction de l'évolution de la valeur des actifs qui composent le portefeuille.

**VERSEMENT VOLONTAIRE** Le salarié peut alimenter son plan d'épargne sur ses fonds propres par le biais de versements volontaires afin de se constituer une épargne personnelle.

**VERSEMENT OBLIGATOIRE** L'entreprise peut décider de mettre en place des versements obligatoires dans le Plan d'Épargne Retraite (PER) pour tout ou une partie seulement des salariés. Ces versements sont alors obligatoires pour l'employeur et/ou pour le salarié.

## LES DISPOSITIONS LÉGALES ISSUES DU CODE DU TRAVAIL (HORS PER)

**Article L. 3332-10** Les versements annuels d'un salarié ou d'une personne mentionnée à l'article L. 3332-2 aux plans d'épargne d'entreprise auxquels il participe ne peuvent excéder un quart de sa rémunération annuelle ou de son revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente. Pour le conjoint du chef d'entreprise mentionné au 3° du même article et pour le salarié dont le contrat de travail est suspendu, qui n'ont perçu aucune rémunération au titre de l'année de versement, les versements ne peuvent excéder le quart du montant annuel du plafond prévu à l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale. Le montant des droits inscrits à un compte épargne-temps ainsi que le montant des sommes correspondant à des jours de repos non pris et qui sont utilisés pour alimenter un plan d'épargne pour la retraite collectif défini au chapitre IV ne sont pas pris en compte pour l'appréciation du plafond mentionné au premier alinéa. Il en est de même des droits utilisés pour alimenter un plan d'épargne d'entreprise, à condition qu'ils servent à l'acquisition de titres de l'entreprise ou d'une entreprise qui lui est liée au sens des articles L. 3334-1 et L. 3334-2, ou de parts ou d'actions de fonds d'épargne salariale mentionnés aux articles L. 214-165 et L. 214-166 du code monétaire et financier.

**Article L. 3332-11** Les sommes versées annuellement par une ou plusieurs entreprises pour un salarié ou une personne mentionnée à l'article L. 3332-2 ne peuvent excéder un plafond fixé par voie réglementaire pour les versements à un plan d'épargne d'entreprise, sans pouvoir excéder le triple de la contribution du bénéficiaire. Cette contribution peut être constituée des sommes provenant de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et des versements volontaires des bénéficiaires.

L'entreprise peut majorer ces sommes à concurrence du montant consacré par le salarié ou la personne mentionnée à l'article L. 3332-2 à l'acquisition d'actions ou de certificats d'investissement émis par l'entreprise ou par une entreprise liée à celle-ci au sens de l'article

L. 225-180 du code de commerce, sans que cette majoration puisse excéder 80 %.

**Article L. 3335-2** Les sommes détenues par un salarié, au titre de la réserve spéciale de participation des salariés aux résultats de l'entreprise, dont il n'a pas demandé la délivrance au moment de la rupture de son contrat de travail, peuvent être affectées dans le plan d'épargne mentionné aux articles L. 3332-1, L. 3333-1 et L. 3334-1 de son nouvel employeur. Dans ce cas, le délai d'indisponibilité écoulé des sommes transférées s'impute sur la durée de blocage prévue par le plan d'épargne mentionné aux articles L. 3332-1 et L. 3333-1 sur lequel elles ont été transférées, sauf si ces sommes sont utilisées pour souscrire à une augmentation de capital prévue à l'article L. 3332-18. Les sommes détenues par un salarié dans un plan d'épargne mentionné aux articles L. 3332-1 et L. 3333-1 peuvent être transférées, à la demande du salarié, avec ou sans rupture de son contrat de travail, dans un autre plan d'épargne mentionné aux mêmes articles, comportant dans son règlement une durée de blocage d'une durée minimale équivalente à celle figurant dans le règlement du plan d'origine. Dans ce cas, le délai d'indisponibilité déjà écoulé des sommes transférées s'impute sur la durée de blocage prévue par le plan sur lequel elles ont été transférées, sauf si ces sommes sont utilisées pour souscrire à une augmentation de capital prévue à l'article L. 3332-18. Les sommes détenues par un salarié dans un plan d'épargne mentionné aux articles L. 3332-1, L. 3333-1 et L. 3334-1 peuvent être transférées, à la demande du salarié, avec ou sans rupture de son contrat de travail, dans un plan d'épargne mentionné à l'article L. 3334-1. Les sommes transférées ne sont pas prises en compte pour l'appréciation du plafond mentionné au premier alinéa de l'article L. 3332-10. Elles ne donnent pas lieu au versement complémentaire de l'entreprise prévu à l'article L. 3332-11, sauf si le transfert a lieu à l'expiration de leur délai d'indisponibilité ou si les sommes sont transférées d'un plan d'épargne mentionné aux articles L. 3332-1, L. 3333-1 vers un plan d'épargne mentionné à

l'article L. 3334-1. Les sommes qui ont bénéficié du supplément d'abondement dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 3332-11 ne peuvent être transférées, sauf si le règlement du plan au titre duquel le supplément d'abondement a été versé l'autorise.

**Article R. 3324-22** Dans le cas où le bénéficiaire n'a pas opté pour la disponibilité immédiate, les cas dans lesquels, en application de l'article L. 3324-10, les droits constitués au profit des bénéficiaires peuvent être exceptionnellement liquidés avant l'expiration des délais fixés au premier alinéa de cet article et au deuxième alinéa de l'article L. 3323-5 sont les suivants :

1° Le mariage ou la conclusion d'un pacte civil de solidarité par l'intéressé ;

2° La naissance ou l'arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption, dès lors que le foyer compte déjà au moins deux enfants à sa charge ;

3° Le divorce, la séparation ou la dissolution d'un pacte civil de solidarité lorsqu'ils sont assortis d'une convention ou d'un jugement prévoyant la résidence habituelle unique ou partagée d'au moins un enfant au domicile de l'intéressé ;

4° L'invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ou est reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;

5° Le décès de l'intéressé, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ;

6° La rupture du contrat de travail, la cessation de son activité par l'entrepreneur individuel, la fin du mandat social, la perte du statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé ;

7° L'affectation des sommes épargnées à la création ou reprise, par l'intéressé, ses enfants, son conjoint ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre

individuel, soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle au sens de l'article R. 5141-2, à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative de production ;

8° L'affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale emportant création de surface habitable nouvelle telle que définie à l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux, ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;

9° La situation de surendettement de l'intéressé définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur, soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé ;

10° Les violences conjugales commises sur l'intéressé par son conjoint (ou ancien conjoint), son concubin (ou ancien concubin) ou son partenaire (ou ancien partenaire) lié par un pacte civil de solidarité définie à l'article 3324-22, 3°) bis ; et dont les faits constitutifs de violences ont fait l'objet d'une ordonnance de protection du juge civil ou relèvent d'une procédure ouverte devant le juge pénal.

**Article R. 3324-23** La demande du salarié de liquidation anticipée est présentée dans un délai de six mois à compter de la survenance du fait générateur, sauf dans les cas de rupture du contrat de travail, décès, invalidité et surendettement. Dans ces derniers cas, elle peut intervenir à tout moment. La levée anticipée de l'indisponibilité intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix du salarié, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués.

**Article R. 3324-24** Le jugement arrêtant le plan de cession totale de l'entreprise, ou ouvrant ou prononçant la liquidation judiciaire de l'entreprise rend immédiatement exigibles les

droits à participation non échus en application de l'article L. 643-1 du code de commerce et de l'article L. 3253-10 du présent code.

**Article R. 3334-4** Les cas dans lesquels, en application de l'article L. 3334-14, les droits constitués dans le cadre du plan d'épargne pour la retraite collectif au profit des salariés peuvent être, sur leur demande, exceptionnellement liquidés avant le départ à la retraite sont les suivants :

- 1° L'invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de sécurité sociale, ou est reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées prévue à l'article L. 241-5 du code de l'action sociale et des familles à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle. Le déblocage pour chacun de ces motifs ne peut intervenir qu'une seule fois ;
- 2° Le décès de l'intéressé, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. En cas de décès de l'intéressé, il appartient à ses ayants droit de demander la liquidation de ses droits et les dispositions du 4 du III de l'article 150-0-A du code général des impôts cessent d'être applicables à l'expiration des délais fixés par l'article 641 du même code ;
- 3° L'affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté interministériel ;
- 4° La situation de surendettement du participant définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur, soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé ;
- 5° L'expiration des droits à l'assurance chômage de l'intéressé.

**Article R. 3334-5** La levée anticipée de l'indisponibilité intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix de

l'intéressé, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués.

**Article D. 3324-37** Lorsque le bénéficiaire ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui, les sommes auxquelles il peut prétendre sont tenues à sa disposition par l'entreprise pendant une durée d'un an à compter de la date d'expiration du délai prévu soit à l'article L. 3323-5, soit à l'article L. 3324-10 selon le cas. Passé ce délai, ces sommes sont remises à la Caisse des dépôts et consignations où l'intéressé peut les réclamer jusqu'au terme du délai prévu au III de l'article L. 312-20 du code monétaire et financier.

**Article D. 3324-38** La conservation des parts de fonds communs de placement et des actions de sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) acquises en application du 1° de l'article L. 3323-2 continue d'être assurée par l'organisme qui en est chargé et auprès duquel l'intéressé peut les réclamer jusqu'au terme du délai prévu au III de l'article L. 312-20 du code monétaire et financier. **Article D.3324-39** En cas de décès du salarié, ses ayants droit demandent la liquidation de ses droits. Le régime fiscal prévu au 4 du III de l'article 150-0 A du code général des impôts cesse de leur être attaché à compter du septième mois suivant le décès.

**Article R. 3332-30** Les dispositions des articles D. 3324-37 à D. 3324-39 s'appliquent aux investissements réalisés au sein de plans d'épargne d'entreprise, selon les modalités précisées par le règlement de ces plans.

## LES DISPOSITIONS LÉGALES ISSUES DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER (APPLICABLES AUX PER COLLECTIF ET OBLIGATOIRE)

**Article L.224-20 (PER Collectif)** Le plan d'épargne retraite d'entreprise collectif doit pouvoir recevoir les versements mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 224-2, effectués en numéraire. Le plan doit pouvoir recevoir également des sommes issues des versements obligatoires mentionnés au 3° du même article par transfert en provenance d'un autre plan d'épargne retraite.

Pour chaque versement volontaire mentionné au 1° de l'article L. 224-2, y compris la part correspondant aux garanties complémentaires prévues aux 1° à 3° de l'article L. 142-3 du code des assurances, le titulaire du plan d'épargne retraite peut renoncer au bénéfice des dispositions des articles 154 bis et 154 bis-0 A ou 163 quater viciés du code général des impôts. Cette option est exercée au plus tard lors du versement auprès du gestionnaire du plan et elle est irrévocable. A défaut d'option dans les conditions précitées, les dispositions des articles 154 bis et 154 bis-0 A ou 163 quater viciés du code général des impôts s'appliquent dans les conditions de droit commun.

Lorsque un versement correspondant à des sommes issues de la participation est affecté à un plan d'épargne retraite d'entreprise collectif dans les conditions prévues à l'article L. 3324-12 du code du travail, le titulaire peut, par dérogation à l'article L. 224-4, demander la liquidation ou le rachat des droits correspondant à ce versement dans un délai d'un mois à compter de la notification de son affectation au plan. Les droits correspondants sont valorisés à la date de la demande de liquidation ou de rachat par le titulaire.

Outre les versements des entreprises prévus au chapitre II du titre III du livre III de la troisième partie du code du travail, les entreprises peuvent, même en l'absence de contribution du salarié :

- 1° Effectuer un versement initial sur ce plan ;
- 2° Effectuer des versements périodiques sur ce plan, sous réserve d'une attribution uniforme à l'ensemble des salariés. La périodicité de ces versements est précisée dans le règlement du plan.

Ces versements respectent les dispositions de l'article L. 3332-13 du code du travail.

Les plafonds de versement annuel au plan d'épargne retraite d'entreprise collectif sont fixés par décret.

**Article L.224-25 (PER Obligatoire)** Le plan d'épargne retraite obligatoire doit pouvoir recevoir les versements suivants, effectués en numéraire :

1° Les versements volontaires mentionnés au 1° de l'article L. 224-2. Les dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 224-20 sont applicables à ces versements ;

2° Les versements mentionnés au 2° de l'article L. 224-2, à l'exception des versements des entreprises prévus au titre III du livre III de la troisième partie du code du travail, à condition que l'entreprise ait mis en place un plan d'épargne retraite bénéficiant à tous les salariés. Cette condition n'est toutefois pas exigée pour le versement de droits inscrits au compte épargne- temps ou, en l'absence de compte épargne- temps dans l'entreprise, de sommes correspondant à des jours de repos non pris ;

3° Les versements obligatoires mentionnés au 3° de l'article L. 224-2. Toutefois, lorsque le plan a été mis en place à la suite d'une décision unilatérale de l'employeur, les salariés déjà présents dans l'entreprise lors de la mise en place du plan peuvent se dispenser, à leur initiative, de participer aux versements obligatoires des salariés.

Le plan doit pouvoir également recevoir les sommes issues des versements mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 224-2 par transfert en provenance d'un autre plan d'épargne retraite.

**Article L.224-6** Les droits individuels en cours de constitution sont transférables vers tout autre plan d'épargne retraite. Le transfert des droits n'emporte pas modification des conditions de leur rachat ou de leur liquidation prévues à la présente sous-section.

Les frais encourus à l'occasion d'un tel transfert ne peuvent excéder 1 % des droits acquis. Ils sont nuls à l'issue d'une période de cinq ans à compter du premier versement dans le plan,

ou lorsque le transfert intervient à compter de l'échéance mentionnée à l'article L. 224-1 du présent code.

Les droits individuels relatifs aux plans d'épargne retraite d'entreprise auxquels le salarié est affilié à titre obligatoire ne sont transférables que lorsque le titulaire n'est plus tenu d'y adhérer.

Lorsque le plan d'épargne retraite donne lieu à l'adhésion à un contrat d'assurance de groupe dont l'exécution est liée à la cessation d'activité professionnelle, le contrat peut prévoir de réduire la valeur de transfert dans des conditions et limites fixées par voie réglementaire, dans le cas où le droit de transfert des provisions mathématiques excède la quote-part de l'actif qui les représente.

Les plans d'épargne retraite individuels donnant lieu à l'adhésion à un contrat d'assurance de groupe dont l'exécution est liée à la cessation d'activité professionnelle et les plans d'épargne retraite d'entreprise prévoient les conditions dans lesquelles l'association souscriptrice ou l'entreprise peut changer de gestionnaire à l'issue d'un préavis qui ne peut excéder dix-huit mois.

**Article L.224-4** I.-Les droits constitués dans le cadre du plan d'épargne retraite peuvent être, à la demande du titulaire, liquidés ou rachetés avant l'échéance mentionnée à l'article L. 224-1 dans les seuls cas suivants :

1° Le décès du conjoint du titulaire ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ;

2° L'invalidité du titulaire, de ses enfants, de son conjoint ou de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au sens des 2° et 3° de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ;

3° La situation de surendettement du titulaire, au sens de l'article L. 711-1 du code de la consommation ;

4° L'expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire, ou le fait pour le titulaire d'un plan qui a exercé des fonctions d'administrateur, de membre du directoire ou de membre du conseil de surveillance et n'a pas liquidé sa pension dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse de ne pas être titulaire d'un contrat de travail ou d'un mandat social depuis deux ans au moins à compter du non-renouvellement de son mandat social ou de sa révocation ;

5° La cessation d'activité non salariée du titulaire à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire en application du titre IV du livre VI du code de commerce ou toute situation justifiant ce retrait ou ce rachat selon le président du tribunal de commerce auprès duquel est instituée une procédure de conciliation mentionnée à l'article L. 611-4 du même code, qui en effectue la demande avec l'accord du titulaire ;

6° L'affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale. Les droits correspondants aux sommes mentionnées au 3° de l'article L. 224-2 du présent code ne peuvent être liquidés ou rachetés pour ce motif.

II.- Le décès du titulaire avant l'échéance mentionnée à l'article L. 224-1 du présent code entraîne la clôture du plan.

#### **NATIXIS INVESTMENT MANAGERS INTERNATIONAL**

Siège social : 43, avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris - [www.im.natixis.com](http://www.im.natixis.com) - SA au capital de 50 434 604,76 €, RCS Paris 329 450 738 - Agréée en qualité de Société de Gestion de Portefeuille sous le numéro GP 90-009 en date du 22 mai 1990.

#### **NATIXIS INTERÉPARGNE**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 8 890 784 Euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 692 012 669 - Natixis Interépargne est intermédiaire d'assurance, immatriculée à l'ORIAS, sous le numéro 10 058 367 – Siège social : 59, avenue Pierre Mendès France 75013 Paris France.



Siège social :  
59, avenue Pierre Mendès France  
75013 Paris  
Tél. : +33 1 58 19 43 00  
[www.interepargne.natixis.com](http://www.interepargne.natixis.com)

